

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	13

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles pour le premier trimestre clos le 30 juin 2020 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2020. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2019-2020* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a qualifié la COVID-19 de pandémie mondiale. Veuillez consulter la note 1.1 afférente aux États financiers pour les détails concernant la manière dont la Société gère cette pandémie.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation de marchés et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. CDC a deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition et la planification de biens et de services professionnels, environnementaux et immobiliers et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

Le secteur des Services de gestion des biens immobiliers participe au bon entretien des infrastructures du MDN en fournissant un soutien stratégique et tactique tout au long du cycle de vie immobilier.

3.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des fonctions administratives et considérées comme du soutien auxiliaire. Il s'agit là d'un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le premier trimestre de 2020-2021, le taux d'utilisation s'établit à 78,6 %, en hausse par rapport aux 74,0 % de la période correspondante de 2019-2020. L'augmentation est principalement attribuable à un déploiement du programme du MDN plus étendu que prévu, conjugué au fait que le personnel a suivi moins de formations et pris moins de vacances en raison de la pandémie de COVID-19.

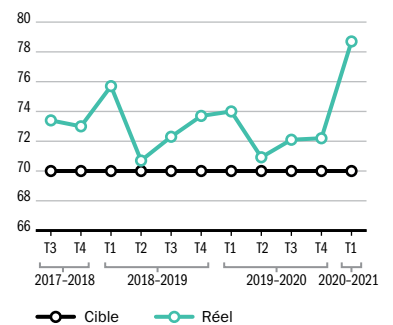
3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. Pour 2020-2021, CDC s'est fixé l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif prend en compte tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le premier trimestre de 2020-2021, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est de 1,27 %, contre 3,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable au fait que le personnel a suivi moins de formation pendant cette période, en raison surtout des restrictions liées à la COVID-19.

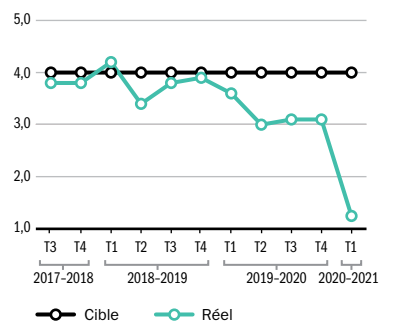
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2019-2020* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient à la période de trois mois close le 30 juin 2020; toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie à la période de trois mois close le 30 juin 2019. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2020.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 33,4 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 3,7 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une majoration de 7,5 % des tarifs de facturation, combinée à une augmentation de la demande de services de la part du client-partenaire.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique pour 7,5 points par la majoration des tarifs de facturation, atténuée en partie par la baisse de 5,5 points de la demande pour ce service de la part du client-partenaire. La baisse de la demande rend compte de la variabilité des services auxquels fait appel le client-partenaire à mesure que des projets traversent les diverses étapes, depuis la planification et la passation du marché jusqu'à sa gestion proprement dite.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 19 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient pour 7,5 points à la majoration des tarifs de facturation et pour 11,5 points à l'augmentation de la demande de services de gestion des installations et du portefeuille.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 18 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits découle pour 7,5 points de la majoration des tarifs de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services (pour 10,5 points).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 30 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique pour 7,5 points par la majoration des tarifs de facturation, conjuguée à l'augmentation de la demande pour ces services (pour 22,5 points).

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 18 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte pour 7,5 points de la majoration des tarifs de facturation, et 10,5 points, de la demande accrue pour ces services.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont progressé de 19 % au premier trimestre. Cette hausse tient pour 7,5 points à la majoration des tarifs de facturation et pour 11,5 points à l'augmentation de la demande de ces services.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Gestion des marchés	13 182 \$	12 893 \$	289	2 %
Planification de projets	9 975	8 351	1 624	19 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 961	2 507	454	18 %
Soutien technique en matière de construction	2 667	2 053	614	30 %
Approvisionnement	2 715	2 310	405	18 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 929	1 615	314	19 %
Total des produits	33 429 \$	29 729 \$	3 700	12 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 174 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 444 000 \$, ou environ 72 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation pour cette période est imputable à une baisse des déplacements par suite des restrictions imposées dans le contexte de la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements recouverts	174 \$	618 \$	(444)	-72 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 79 000 \$, ou 42 %, au premier trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à des soldes de trésorerie et de placement mensuels inférieurs à la moyenne, attribuables au rachat de placements dont le produit devait être affecté aux activités courantes pendant l'interruption des services informatiques survenue au deuxième semestre de 2019-2020.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Produits financiers	108 \$	187 \$	(79)	-42 %

PRODUITS LOCATIFS

Les produits locatifs sont comptabilisés à la perception des loyers du client-partenaire par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Produits locatifs	74 \$	- \$	74	100 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires totalisent 23,5 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 1,9 million de dollars, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 3,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en vue de rendre compte d'une hausse prévue de 1,5 % liée au coût de la vie et d'une majoration moyenne de 2,3 % du salaire lié au rendement. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a diminué d'environ 4 %, ou 36 ETP, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 5,6 millions de dollars, en baisse de 352 000 \$, ou environ 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution du coût des avantages sociaux futurs.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Salaires	23 504 \$	21 622 \$	1 882	9 %
Charges sociales	5 643	5 995	(352)	-6 %
	29 147 \$	27 617 \$	1 530	6 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	24 %	28 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020-2021, en hausse de 345 000 \$, ou 17 %, par rapport au premier trimestre de 2019-2020. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Entretien de logiciels	378 \$	291 \$	87	30 %	La hausse est due au coût de la migration des serveurs informatiques à l'infonuagique.
Honoraires	351	529	(178)	-34 %	La baisse est due à l'échéancier d'engagement des honoraires.
Infonuagique	338	51	287	563 %	La hausse tient à la migration des serveurs de CDC à l'infonuagique.
Mobilier et agencements	265	12	253	2 108 %	La hausse tient à l'allocation ponctuelle versée au personnel pour faciliter la transition au télétravail pendant la pandémie de COVID-19.
Exploitation d'installations louées	256	221	35	16 %	La hausse tient à l'augmentation des taxes et des coûts de fonctionnement.
Location de matériel	227	48	179	373 %	La hausse tient au fait que CDC loue désormais ses ordinateurs personnels plutôt que de les acheter et de les inscrire à l'actif.
Téléphonie et télématique	213	191	22	12 %	La hausse tient surtout au nombre plus élevé d'utilisateurs de téléphone cellulaire.
Services, fournitures et matériel de bureau	117	63	54	86 %	La hausse tient surtout à l'achat de matériel de protection individuelle lié à la COVID-19.

Le tableau continue à la page suivante

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (Suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Formation et perfectionnement	102	322	(220)	-68 %	La baisse tient surtout à la baisse de la formation en présentiel attribuable aux restrictions liées à la COVID-19.
Services et communications clients	47	19	28	147 %	La hausse tient surtout à l'augmentation des projets de communication.
Logiciels	22	3	19	633 %	La hausse tient au calendrier des achats de logiciels.
Accueil	16	33	(17)	-52 %	La baisse tient au moins grand nombre de réunions en présentiel tenues à l'interne par suite de la COVID-19.
Abonnements et adhésions	15	9	6	67 %	La variation est négligeable.
Impression et papeterie	9	15	(6)	-40 %	La variation est attribuable à la diminution des besoins en impression et en papeterie par suite de la COVID-19.
Réinstallations de personnel	8	38	(30)	-79 %	La baisse s'explique par une diminution des besoins en la matière.
Envois postaux et transport de marchandises	6	8	(2)	-25 %	La variation est négligeable.
Autres	4	3	1	33 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	2	7	(5)	-71 %	La variation est négligeable.
Déplacements professionnels	1	166	(165)	-99 %	La baisse tient à l'interdiction des déplacements professionnels au premier trimestre par suite des restrictions imposées dans le contexte de la COVID-19.
Recrutement	-	3	(3)	-100 %	La variation est négligeable.
Améliorations locatives	-	-	-	-	Pas de variation.
Total	2 377 \$	2 032 \$	345	17 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et certaines activités exercées dans le cadre de travaux réalisés pour le compte du MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 174 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 444 000 \$, ou environ 72 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation pour cette période est imputable à une baisse des déplacements attribuable aux restrictions liées à la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements	174 \$	618 \$	(444)	-72 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 45 %, ou 580 000 \$, au premier trimestre. Cette baisse tient surtout au non-renouvellement d'un contrat de colocation avec le client-partenaire.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	629 \$	1 151 \$	(522)	-45 %
Amortissement des immobilisations corporelles	63	120	(57)	-48 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	20	21	(1)	-5 %
Total des produits	712 \$	1 292 \$	(580)	-45 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le premier trimestre de la Société s'est soldé par un bénéfice net et global de 1,5 million de dollars, comparativement à une perte nette et globale de 453 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de 1,9 million de dollars du résultat net est principalement due à l'augmentation des produits alimentée par la demande accrue de services de CDC ainsi que par la majoration des tarifs de facturation pour la période en cours.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Résultat net et global	1 482 \$	(453) \$	1 935	*

* La variation est négligeable.

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2019-2020*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 30,0 millions de dollars au 30 juin 2020, en hausse de 4,7 millions de dollars par rapport au 31 mars 2020.

Au 30 juin 2020, la trésorerie se chiffre à 20,4 millions de dollars, en hausse de 4,7 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Au cours du trimestre qui a suivi le 31 mars 2020, la Société a affecté 5,1 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles et s'est acquittée de 0,4 million de dollars d'obligations locatives.

Au 30 juin 2020, les placements (courants et non courants) totalisent 9,6 millions de dollars, en baisse de 13 000 \$ par rapport à la clôture de 2019-2020. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique que le Conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 juin 2020, les créances clients se chiffrent à 20,2 millions de dollars, en baisse de 3,5 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au 31 mars 2020. Cette baisse découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN. CDC s'attend à recouvrer tous les montants.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 21,6 millions de dollars au 30 juin 2020, en baisse de 1,4 million de dollars, ou 7 %, par rapport au 31 mars 2020. La diminution des passifs courants tient surtout à une augmentation des avantages du personnel à court terme.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
Trésorerie	20 432 \$	15 738 \$	4 694	30 %
Placements	9 589	9 602	(13)	0 %
Trésorerie et placements	30 021 \$	25 340 \$	4 681	18 %
Créances clients	20 152 \$	23 679 \$	(3 527)	-15 %
Passifs courants	21 584 \$	20 182 \$	1 402	7 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour son personnel retraité. Cette estimation est établie tous les trois ans par un actuaire. Au 30 juin 2020, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 31,5 millions de dollars, en hausse de 553 000 \$, ou 18 %, par rapport à la clôture de 2019-2020. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020	Variation	
			\$	%
Partie courante	4 672 \$	3 666 \$	1 006	27 %
Partie non courante	26 794	27 247	(453)	-17 %
Total des avantages du personnel	31 466 \$	30 913 \$	553	18 %

5.7 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations pour le matériel informatique (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. CDC a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Au cours de l'exercice, les activités liées aux actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	Location de bureaux	Colocations	Location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	-	-	-	-
Moins les amortissements	353	72	31	456
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2020	8 502 \$	- \$	498 \$	9 000 \$

5.8 OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives se rapportent aux actifs liés au droit d'utilisation.

(en milliers de dollars)

Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	-
Moins les paiements	433
Plus les charges d'intérêts	66
Solde au 30 juin 2020	9 256 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2020 :

(en milliers de dollars)

Un an ou moins	1 436 \$
De 1 à 2 ans	1 381
De 2 à 5 ans	2 954
Plus de 5 ans	4 797
Total	10 568 \$

5.9 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Il n'y a pas eu de dépenses d'investissement au premier trimestre de l'exercice en cours. Dans le tableau ci-après, la valeur indiquée pour les actifs liés au droit d'utilisation du premier trimestre de l'exercice précédent découle de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019	Variation	
			\$	%
Actifs liés au droit d'utilisation	- \$	8 501 \$	(8 501)	-100 %
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Matériel informatique	-	-	-	-
Mobilier et agencements	-	-	-	-
Améliorations locatives	-	-	-	-
	- \$	8 501 \$	(8 501)	-100 %

5.10 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

Dans l'ensemble, les résultats réels de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2020 sont supérieurs aux projections du Plan d'entreprise (« le Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 11 % supérieurs au Plan. Cette hausse s'explique par une demande accrue pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 63 % inférieurs au Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements professionnels.

Les produits financiers sont inférieurs au Plan en raison du rendement de la trésorerie détenue dans le compte en banque qui s'est révélé inférieur aux attentes.

CDC a comptabilisé des produits locatifs de 74 000 \$ tirés de la sous-location d'un actif lié au droit d'utilisation, qui ont été recouverts auprès du MDN par suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les salaires et charges sociales sont de 11 % supérieurs au Plan en raison d'une demande plus élevée que prévu de la part du client-partenaire.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 33 % inférieurs au Plan en raison de l'incidence de la COVID-19 sur les déplacements et la formation professionnels, ainsi que de l'échéancier des charges, comme les honoraires liés aux services professionnels.

La dotation aux amortissements est de 9 % inférieure aux projections en raison de la baisse des dépenses d'investissement.

Aucune dépense d'investissement n'a été engagée jusqu'à présent en 2020-2021, surtout parce que le moment semble mal choisi pour le faire.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	33 429 \$	30 088 \$	3 341	11 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	174	473	(299)	-63 %
Produits financiers	108	125	(17)	-14 %
Produits locatifs	74	–	74	100 %
	33 785 \$	30 686 \$	3 099	10 %
Charges				
Salaires et charges sociales	29 147	26 166	2 981	11 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	2 444	3 637	(1 193)	-33 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	174	473	(299)	-63 %
Dotation aux amortissements	538	590	(52)	-9 %
	32 302 \$	30 866 \$	1 436	5 %
Résultat net et global	1 483 \$	(180) \$	1 663	*
Dépenses d'investissement	– \$	284 \$	(284)	-100 %

* La variation est négligeable.

5.11 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges de la Société liées aux marchés exécutés dans le cadre du programme du MDN pour le trimestre clos le 30 juin 2020 ont diminué de 59,2 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'un ralentissement du déploiement du programme en 2020-2021. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2020-2021 soit comparable à celui de 2019-2020.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019*	Variation	
			\$	%
Région				
Atlantique	15 672 \$	30 909 \$	(15 237)	-49 %
Québec	9 440	47 826	(38 386)	-80 %
Ontario	34 816	44 749	(9 933)	-22 %
Ouest	47 498	39 142	8 356	21 %
Capitale nationale	29 369	33 368	(3 999)	-12 %
	136 795 \$	195 994 \$	(59 199)	-30 %

* Les chiffres de l'exercice précédent ont été retraités pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par :

Derrick Cheung

Président et premier dirigeant

Original signé par :

Juliet Woodfield, FCPA, FCA

Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa (Canada)

Le 28 août 2020

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20 432 \$	15 738 \$
Placements	7	1 125	-
Produits à recevoir	8	2 417	-
Créances clients	13	20 152	23 679
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 623	1 342
Autres créances		3 238	4 552
Actifs courants		48 987	45 311
Placements	7	8 464	9 602
Actifs liés au droit d'utilisation	10	9 000	9 456
Immobilisations corporelles	9	751	815
Immobilisations incorporelles		44	63
Actifs non courants		18 259	19 936
Total de l'actif		67 246 \$	65 247 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses		15 723 \$	15 393 \$
Partie courante de l'obligation locative	11	1 189	1 123
Partie courante des avantages du personnel	12	4 672	3 666
Passifs courants		21 584	20 182
Obligation locative	11	8 067	8 500
Avantages du personnel	12	26 794	27 247
Passifs non courants		34 861	35 747
Total du passif		56 445	55 929
Capitaux propres			
Capital-actions autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		10 801	9 318
Total des capitaux propres		10 801	9 318
Total du passif et des capitaux propres		67 246 \$	65 247 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Produits tirés des services facturés	13	33 429 \$	29 729 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		174	618
Produits locatifs		74	–
Produits financiers		108	188
Total des produits		33 785	30 535
Salaires et charges sociales		29 146	27 617
Charges opérationnelles et frais d'administration	14	2 377	2 032
Frais de déplacement et décaissements		174	618
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	455	534
Amortissement des immobilisations corporelles	9	63	120
Amortissement des actifs loués		–	–
Amortissement des immobilisations incorporelles		20	21
Charges financières	11	67	46
Total des charges		32 302	30 988
Résultat net de la période et résultat global		1 483 \$	(453) \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2020	– \$	9 318 \$	9 318 \$
Résultat de la période		1 483	1 483
Solde au 30 juin 2020	– \$	10 801 \$	10 801 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2019	– \$	11 884 \$	11 884 \$
Résultat de la période		(453)	(453)
Solde au 30 juin 2019	– \$	11 431 \$	11 431 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net de la période		1 483 \$	(453) \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Charge au titre des avantages du personnel		664	831
Avantages du personnel versés		(133)	(152)
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	10	455	534
Amortissement des immobilisations corporelles	9	63	120
Amortissement des immobilisations incorporelles		20	21
Amortissement des primes d'investissement		14	22
Intérêts payés pour les obligations locatives		67	46
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		3 527	(5 150)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		(281)	(63)
Autres créances		1 315	43
Fournisseurs et dettes diverses		330	(440)
Produits à recevoir		(2 417)	(169)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		5 107	(4 810)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		-	(115)
Rachat de placements		-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	-	-
Acquisition d'actifs liés au droit d'utilisation	10	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-	-
Cession d'actifs liés au droit d'utilisation		-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		-	(115)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement d'obligations locatives		(413)	(494)
Nouvelles obligations locatives		-	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(413)	(494)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période		4 694	(5 465)
Trésorerie à l'ouverture de la période		15 738	10 066
Trésorerie à la clôture de la période		20 432 \$	4 601 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

En juillet 2015, au titre de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1113) lui enjoignant d'harmoniser, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, l'ensemble de ses politiques, lignes directrices, pratiques et autres instruments en matière de frais de déplacement, d'accueil, de conférences et d'événements avec ceux du Conseil du Trésor et de rendre compte de la mise en œuvre de la directive dans son Plan d'entreprise subséquent. Au 31 mars 2017, la Société avait achevé l'harmonisation de ses politiques avec celles du Conseil du Trésor. Par la suite, elle a les actualisées en fonction des versions révisées des politiques du Conseil du Trésor.

1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, la Société a réduit au minimum ses effectifs présents sur les lieux de travail. La majorité du personnel a ainsi pu travailler à domicile, tandis que le personnel essentiel a pu continuer de se rendre sur le terrain en toute sécurité et de s'acquitter de ses obligations vis-à-vis des clients-partenaires.

La Société reste en contact étroit avec le MDN et ses autres clients-partenaires afin que les projets essentiels aillent de l'avant, et elle communique régulièrement avec les associations sectorielles en vue de mettre en commun l'information et de solliciter leur collaboration dans ces circonstances exceptionnelles. Les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au Canada gèrent les marchés en place par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles à exercer sur le terrain, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, au 28 août 2020, elle n'en estimait pas moins que ses réserves de trésorerie, créances clients et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureraient suffisamment de liquidité pour financer ses activités pendant au moins les douze prochains mois. La Société n'estime pas que les indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

NOTE 5 : APPLICATION DES NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

L'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié des prises de position comptable dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1^{er} avril 2020.

NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS EN VIGUEUR

Les modifications ou interprétations ci-après, publiées par l'IASB ou l'IFRIC, sont entrées en vigueur pour l'exercice en cours.

5.1 IAS 1 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET IAS 8 MÉTHODES COMPTABLES, CHANGEMENTS D'ESTIMATIONS COMPTABLES ET ERREURS

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 et à IAS 8 portant sur la définition de « significatif ». Ces modifications clarifient la définition du terme, expliquent comment celui-ci devrait être appliqué et précisent les conditions qui accompagnent la définition. Elles en étendent également l'application à l'ensemble des IFRS. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2020 et n'ont pas eu d'incidence sur la Société.

NOTE 6 : NOUVELLES NORMES IFRS RÉVISÉES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

La Société examine les prises de position comptable que publie ou révisé l'IASB, mais qui ne sont encore ni en vigueur ni adoptées par anticipation, en vue d'en évaluer l'incidence sur elle. Les normes, modifications et interprétations ci-après, publiées par l'IASB ou l'IFRIC, sont ressorties comme susceptibles de se répercuter ultérieurement sur la Société.

6.1 IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 a été révisée afin d'y intégrer une modification, *Allègements de loyer liés à la COVID-19*, publiée par l'IASB en mai 2020.

Cette modification dispense les preneurs d'avoir à apprécier si certains allègements de loyer liés à la COVID-19 constituent des modifications de contrat de location, et leur permet de les comptabiliser comme si elles n'en étaient pas. La modification prévoit en outre des exigences particulières relativement à l'information à fournir sur les allègements de loyer liés à la COVID-19.

La modification est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020. Une application anticipée est autorisée, y compris dans les états financiers qui ne sont pas encore autorisés pour publication en date du 28 mai 2020. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette modification ait des répercussions sur elle.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,81 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à juillet 2030 et celles des CPG, de juin 2021 à février 2024, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements de la Société est constituée d'instruments échéant à moins de 12 mois.

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	1 125 \$	– \$
Partie non courante	8 464	9 602
Total	9 589 \$	9 602 \$

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations		
du Canada	– \$	– \$
des Provinces	3 860	3 868
de sociétés	854	859
Total des obligations	4 714	4 727
Certificats de placement garanti	4 875	4 875
Total	9 589 \$	9 602 \$

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Juste valeur		
Obligations		
du Canada	– \$	– \$
des Provinces	4 311	4 191
de sociétés	946	895
Total des obligations	5 257	5 086
Certificats de placement garanti	4 906	4 909
Total	10 163 \$	9 995 \$

NOTE 8 : PRODUITS À RECEVOIR

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, le montant facturé pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, les produits à recevoir s'élèvent à 2 417 \$, contre néant au 31 mars 2020. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de certaines périodes de l'exercice financier à l'égard de contrats de services à forfait, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Coût	4 516 \$	4 545 \$
Moins le cumul des amortissements	3 765	3 730
Valeur comptable nette	751 \$	815 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	230 \$	262 \$
Mobilier et agencements	201	221
Améliorations locatives	320	332
Valeur comptable nette	751 \$	815 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2020	1 630 \$	1 007 \$	1 908 \$	4 545 \$
Plus les acquisitions	-	-	-	-
Moins les cessions	-	9	20	29
Solde au 30 juin 2020	1 630 \$	998 \$	1 888 \$	4 516 \$

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2020	1 369 \$	784 \$	1 577 \$	3 730 \$
Plus les amortissements	31	22	11	64
Moins les cessions	-	9	20	29
Solde au 30 juin 2020	1 400 \$	797 \$	1 568 \$	3 765 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles. Il n'y a pas eu de produits associés aux cessions pendant la période.

NOTE 10 : ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les actifs liés au droit d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux, des installations pour le matériel informatique (entrepôts de données), divers matériels et des copieurs multifonctionnels. Les éléments liés à des actifs loués à l'exercice précédent sont ajoutés au solde d'ouverture et incorporés au total. La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer. Au cours de l'exercice, les activités relatives aux actifs liés au droit d'utilisation ont été les suivantes :

	Location de bureaux	Colocations	Location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2020	8 855 \$	72 \$	529 \$	9 456 \$
Plus les acquisitions	-	-	-	-
Moins les amortissements	353	72	31	456
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2020	8 502 \$	- \$	498 \$	9 000 \$

NOTE 11 : OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	1 189 \$	1 123 \$
Partie non courante	8 067	8 500
Total des obligations locatives	9 256 \$	9 623 \$

Coût

Solde au 31 mars 2020	9 623 \$
Plus les acquisitions	-
Moins les paiements	433
Plus les charges d'intérêts	66
Solde au 30 juin 2020	9 256 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2020 :

Un an ou moins	1 436 \$
De 1 à 2 ans	1 381
De 2 à 5 ans	2 954
Plus de 5 ans	4 797
Total	10 568 \$

Les charges relatives aux paiements de loyer variables n'entrant pas dans le calcul des obligations locatives sont de 256 \$ et représentent les charges opérationnelles, les impôts fonciers et les frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Les sorties de trésorerie au titre des contrats de location sont de 756 \$, dont 433 \$ de paiements de capital sur les obligations locatives. Les produits de sous-location sont de 72 \$ pour la période.

NOTE 12 : AVANTAGES DU PERSONNEL

12.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Partie courante	4 672 \$	3 666 \$
Partie non courante	26 794	27 247
Total des avantages du personnel	31 466 \$	30 913 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2019-2020*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

NOTE 13 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

13.1 PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire des produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de services immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société facture ses clients-partenaires mensuellement, conformément aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier et sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, des ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS, conclus, s'il y a lieu.

Les ANS sont tarifés soit selon le temps de travail effectué (prix horaires), soit selon le forfait établi (prix forfaitaires). Dans le cas des ANS à prix horaires, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que le personnel s'engage à fournir durant l'année. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement passé au travail et selon les tarifs convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements reçus avant la prestation des services, ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire de la prestation de ses services aucun produit qui soit lié à la vente de biens ou à la réception de dividendes ou de redevances.

13.2 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès du client-partenaire, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services dans le cadre des ANS, sans majoration de coût.

13.3 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

13.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 30 juin 2020		Secteur d'activité					
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	1 959 \$	1 666 \$	397 \$	402 \$	177 \$	272 \$	4 873 \$
Québec	2 342	1 529	355	400	313	375	5 314
Capitale nationale	1 148	2 434	1 264	103	103	328	5 380
Ontario	3 323	1 755	759	617	1 170	559	8 183
Ouest	4 349	2 502	180	864	504	395	8 794
Siège social	61	89	6	329	400	–	885
Total des produits, par secteur d'activité	13 182 \$	9 975 \$	2 961 \$	2 715 \$	2 667 \$	1 929 \$	33 429 \$

Trimestre clos le 30 juin 2019

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 293 \$	1 130 \$	328 \$	359 \$	158 \$	289 \$	4 557 \$
Québec	2 446	1 332	365	339	289	298	5 069
Capitale nationale	931	2 211	1 248	289	120	279	5 078
Ontario	3 316	1 518	410	511	723	451	6 929
Ouest	3 876	2 157	156	732	465	298	7 684
Siège social	31	3	–	80	298	–	412
Total des produits, par secteur d'activité	12 893 \$	8 351 \$	2 507 \$	2 310 \$	2 053 \$	1 615 \$	29 729 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires

Région	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Atlantique	758 \$	1 506 \$
Capitale nationale	1 588	1 399
Ontario	4 386	5 052
Québec	2 148	1 944
Ouest	2 089	1 773
Siège social	656	369
Total des produits horaires	11 625 \$	12 043 \$

Produits forfaitaires

Région	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Atlantique	4 115 \$	3 051 \$
Capitale nationale	3 726	3 670
Ontario	994	26
Québec	6 036	4 985
Ouest	6 704	5 912
Siège social	229	42
Total des produits forfaitaires	21 804 \$	17 686 \$
Total des produits	33 429 \$	29 729 \$

NOTE 14 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Entretien de logiciels	378 \$	291 \$
Honoraires	351	529
Infonuagique	338	51
Mobilier et agencements	265	12
Exploitation d'installations louées	256	221
Location de matériel	227	48
Téléphonie et télématique	213	191
Services, fournitures et matériel de bureau	117	63
Formation et perfectionnement	102	322
Services et communications clients	47	19
Logiciels	22	3
Accueil	16	33
Abonnements et adhésions	15	9
Impression et papeterie	9	15
Réinstallations de personnel	8	38
Envois postaux et transport de marchandises	6	8
Autres	4	3
Matériel informatique	2	7
Déplacements professionnels	1	166
Recrutement	-	3
Améliorations locatives	-	-
Total	2 377 \$	2 032 \$

NOTE 15 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au premier trimestre de 2020-2021 se chiffrent à 33 429 \$, contre 29 729 \$ au premier trimestre de 2019-2020; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada.

La Société a engagé, à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada, des charges de 130 \$ pour le premier trimestre de 2020-2021, contre 44 \$ pour la période correspondante de 2019-2020.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au 30 juin 2020	Au 31 mars 2020
Créances		
Ministère de la Défense nationale	18 386 \$	21 660 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 364	1 600
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	372	368
Services publics et Approvisionnement Canada	3	1
Services partagés Canada	27	50
	20 152 \$	23 679 \$
Dettes		
Services partagés Canada	– \$	5 \$
Ministère de la Justice	–	3
	– \$	8 \$

15.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin 2020	Trimestre clos le 30 juin 2019
Avantages à court terme	1 075 \$	984 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	162	146
	1 237 \$	1 130 \$

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

16.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2020, 11 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 11 819 \$, en lien avec des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. À titre de comparaison, au 31 mars 2020, il y avait 10 réclamations en cours, pour une valeur s'élevant à 10 319 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. Au 30 juin 2020, il y aurait une autre réclamation en cours relativement à un grief avec des dommages-intérêts importants. En raison des incertitudes entourant la demande d'indemnisation et du fait que celle-ci en est aux premières étapes de l'évaluation, le résultat, l'échéance et l'étendue du règlement, s'il en est, ne peuvent être déterminés pour le moment. Aucun montant pour cette demande n'était comptabilisé au 30 juin 2020.